



## ÉTUDIANTS

# S'installer en gardant bon sens et esprit critique

**Un colloque organisé à la faculté de pharmacie de Lille (Nord), le 28 février dernier, à l'initiative du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens (CROP) des Hauts-de-France, sur le thème « A qui appartiendra l'officine de demain ? », a permis aux étudiants de se forger leur propre opinion sur ce qui se dit, existe et se fait dans le milieu de l'installation. Nous y étions.**

**I**l faut apprendre à douter, rester critique sur tout et tout le temps, aucun d'entre nous ne détient la vérité, la seule chose que l'on peut transmettre, ce sont nos certitudes et notre vision, mais c'est à vous de vous positionner. » C'est par ces conseils et mises en garde liminaires sur leur première installation que David Alapini, président du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens (CROP), a su capter l'attention des futurs diplômés. « Quelle que soit la complexité des modèles et outils utilisés, si un

jeune souhaite se lancer, ou simplement s'informer, il doit se rapprocher des professionnels qui ont éprouvé la cohérence de ces montages et la pertinence de ces outils », ont soutenu tous les intervenants du colloque lillois. Sur les conditions d'installation, les experts ont fort à faire pour lutter contre les idées reçues. « Le marché est arrivé à maturité en termes de prix », lance Olivier Desplats, expert-comptable du cabinet Flandre Comptabilité Conseil, et, sur sa reprise en volume, « il y a de fortes chances que ce dynamisme per-

sure », complète Jérôme Capon, responsable national du réseau Interfimo. Face à l'évolution des missions contraignant les officines à une taille critique, cet expert-comptable met en garde contre les raccourcis trop rapides et les chiffres « couperet » habituellement colportés sur les petites officines. A une époque où il faut privilégier la rémunération à la capitalisation, « les petites officines avec une bonne rentabilité permettent de vivre décemment et de rembourser ses emprunts », assure Olivier Desplats. « Il existe un marché des petites officines qui intéresse des acquéreurs en vue d'un rachat de licence, d'un regroupement ou encore pour appuyer un transfert », ajoute Michel Watrelot, expert-comptable du cabinet Conseils et Auditeurs Associés. Enfin, à propos du choix du régime fiscal, les acquéreurs s'orientent très majoritairement vers l'impôt sur les sociétés (IS), fiscalement plus attractif en période d'exploitation. « Mais dire que l'option à l'IS à 28 % est plus avantageuse financièrement que l'impôt sur le revenu, c'est faux ! L'IS ne fait que décaler l'impôt dans le temps, à la sortie, corrige Michel Watrelot. La seule économie est liée à la rémunération de gérance qui permet d'économiser des cotisations d'assurance maladie et d'Urssaf ». ☉

FRANÇOIS POUZAUD

### PAS BEAU À VOIR

Le sujet le plus sensible abordé lors de ce colloque a été sans conteste celui des fonds d'investissement. Ils sont jugés trop gourmands avec leurs obligations convertibles en actions (de fait, non convertibles pour la pharmacie) et manquent de lisibilité quant à leurs intentions sur le respect de l'indépendance du pharmacien.

Sans être dans une posture manichéenne, David Alapini, responsable du groupe de travail ordinal chargé de dresser un état des lieux du financement de l'installation du jeune pharmacien, dresse un portrait sévère des fonds « spéculatifs et loueurs de diplôme ». S'appuyant sur l'analyse de bilans intermédiaires dont il a pu avoir lecture, le constat est affligeant pour des cas, certes marginaux. « Au bout d'un an, le jeune installé est déjà dans le rouge, au bout de deux ans, sa situation financière est écarlate. Le jeune se voit livrer des stocks qui fragilisent sa trésorerie, son LGO est accessible à distance 24 h sur 24 par le fonds d'investissement, sa rémunération est fonction de sa capacité à dégager de la rentabilité, il n'est donc pas sûr d'en percevoir », illustre cet ordinal. Ces pharmaciens étant engagés par des clauses de confidentialité, s'ils sont mangés « tout cru », le secret est bien gardé « car ils ont honte d'en parler », déplore David Alapini.

